

# L'ANALYSE DE JEAN PISANI-FERRY



## LE PRIMAT SANS FREIN DE LA GÉOPOLITIQUE ENTRAÎNERAIT UN DÉSASTRE ÉCONOMIQUE

4 mai 2023

Les économistes et les experts en géopolitique ont des points de vue souvent opposés sur les relations internationales. A propos de la Chine, les enjeux de sécurité ont largement pris le dessus dans la période récente. Mais les économistes doivent faire entendre leur point de vue sur les risques d'une fragmentation de l'économie mondiale.

**L**es discours sur les relations avec la Chine et les conséquences économiques potentielles de la fragmentation géopolitique n'ont pas manqué ces dernières semaines. Cette discussion est bienvenue. La question est de savoir si la rivalité et l'intégration économique peuvent coexister et, si oui, dans quelles conditions. De la réponse qui y sera donnée dépendra le sort de l'économie mondiale.

En février 2020, Jennifer Harris et Jake Sullivan publiaient un article soulignant la nécessité d'un changement de perspective sur les sujets économiques. Lorsqu'il s'agit de gérer la mondialisation, notaient-ils, les professionnels de la politique étrangère s'en remettent largement à la "petite communauté d'experts qui gèrent les affaires économiques internationales". Ils exhortaient les spécialistes de la sécurité nationale à prendre le relais, recommandaient une attitude proactive en matière d'investissements publics et préconisaient une approche plus prudente de l'ouverture commerciale.

La géopolitique et l'économie internationale ont longtemps fonctionné selon deux paradigmes distincts, voire opposés. Les experts en politique étrangère considèrent généralement la politique mondiale comme un jeu à somme nulle dans lequel le gain d'un pays représente une perte pour un autre. En revanche, les économistes ont tendance à se concentrer sur les gains mutuels potentiels de la coopération multilatérale et de l'intégration par le marché.

Ces paradigmes contradictoires étaient mariés par la conviction commune que le commerce et l'ouverture étaient dans le meilleur intérêt des États-Unis. Le statut hégémonique de l'Amérique avait ses inconvénients, mais les avantages l'emportaient sur les coûts.

Les doutes ont commencé à faire surface avant même l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Mais la politique commerciale ouvertement conflictuelle de Trump a déclenché un changement de perspective plus important et plus durable qu'initialement prévu.

En 2021, Jake Sullivan a été nommé conseiller à la sécurité nationale du président Joe Biden. Kamala Harris l'a rejoint en tant que directrice principale de l'économie internationale (elle a quitté ce poste en début d'année). Ils ont rapidement commencé à élaborer un programme de politique économique inspiré des idées qu'ils avaient exprimées dans leur article du début 2020.

Plus de deux ans après, les conséquences sont visibles. L'administration Biden a largement maintenu les droits de douane de Trump et a fait des relocalisations et du "friend-shoring" (délocalisation dans les pays amis) une question de sécurité nationale. L'administration Biden a relancé la politique industrielle avec l'adoption du *CHIPS and Science Act* et de l'*Inflation Reduction Act*, désigné la Chine comme une menace pour la sécurité nationale et un rival économique, et renforcé les restrictions sur les exportations et les investissements étrangers.

L'Europe, où la politique commerciale a longtemps servi de substitut à la politique étrangère, était initialement peu enthousiaste. Mais l'invasion de l'Ukraine par la Russie a marqué un tournant. Elle a incité les décideurs politiques européens à surmonter leur réticence à réaffirmer la primauté de la géopolitique sur les relations économiques. Alors que les négociations avec la Chine sur un nouvel accord global sur l'investissement (CAI) s'étaient achevées fin 2020, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a récemment exhorté les gouvernements européens à "réévaluer le CAI à la lumière de notre stratégie à l'égard de la Chine". Et la Commission a récemment dévoilé deux nouveaux projets de loi destinés à stimuler l'industrie manufacturière européenne : le *Net Zero Industry Act* (loi sur l'industrie neutre en carbone) et le *Critical Raw Materials Act* (loi sur les matières premières critiques).

Dans ces initiatives, les coûts économiques potentiels de la priorité accordée aux objectifs géopolitiques sont souvent négligés. Le fait qu'ignorer la résilience de la chaîne d'approvisionnement et le caractère de plus en plus agressif des politiques industrielles et commerciales chinoises ait été une erreur coûteuse ne justifie pas que l'on oublie que l'interdépendance économique stimule la prospérité. Comme l'a souligné Adam Posen de l'Institut Peterson, les politiques "*Buy American*" de l'administration Biden pourraient nuire à l'économie américaine et entraîner des suppressions d'emplois.

Bien qu'il soit difficile de quantifier les coûts à long terme de la démondialisation, le Fonds monétaire international estime qu'elle aurait un effet négatif sur les investissements directs étrangers et la stabilité financière. Dans un discours récent, Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, a averti que la fragmentation économique pourrait entraîner une diminution des échanges, une baisse de la production et une hausse de l'inflation. Elle a insisté sur le fait que les banques centrales devaient agir rapidement pour éviter de répéter les erreurs politiques des années 1970. Le message de Mme Lagarde aux responsables politiques était clair : ne croyez pas que vous allez pouvoir répercuter les coûts des politiques protectionnistes sur la BCE.

Trois jours plus tard, la secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen, a lancé un avertissement similaire. Tout en maintenant une position ferme à l'égard de la Chine et en évitant toute critique implicite des politiques de l'administration Biden, elle a averti qu'un découplage économique complet entre États-Unis et Chine aurait des conséquences désastreuses pour les deux économies. Le monde "est assez grand" pour les deux pays, a-t-elle déclaré, en soulignant que c'était également le point de vue de Joe Biden.

Enfin, Jake Sullivan a précisé, dans un récent discours, les vues de l'administration sur la politique économique internationale. Son objectif était évidemment de calmer le jeu, mais aussi de formaliser une doctrine et de jeter les bases d'un nouveau consensus sur la manière d'intégrer politique économique intérieure et politique étrangère. Rejetant lui aussi le découplage, il a préconisé plutôt la « réduction des risques » dans les relations économiques avec la Chine, une expression empruntée à la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Il a également souligné que le concept de 'délocalisation amicale' était suffisamment large pour englober bien d'autres pays que l'Occident.

Les économistes et les responsables de la politique économique ont trop longtemps pensé qu'ils pouvaient ignorer les réalités géopolitiques. Ils se sont brûlés et ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes pour leur manque de réalisme. Une nouvelle conversation s'est engagée. Ils doivent y participer, écouter les préoccupations en matière de sécurité, accepter que la résilience n'est pas seulement une feuille de vigne pour le protectionnisme, mais ils doivent aussi s'exprimer et défendre ce en quoi ils croient. Car ils savent quelque chose que leurs homologues de la politique étrangère ignorent souvent : qu'un monde d'interférences géopolitiques indisciplinées dans les relations économiques internationales mettrait en péril la croissance et l'emploi.

© Project Syndicate

<https://www.project-syndicate.org>

*Jean Pisani-Ferry est économiste. Il enseigne à Sciences Po et est titulaire de la chaire Tommaso Padoa-Schioppa à l'Institut universitaire européen (Florence). Il est également senior fellow chez Bruegel (Bruxelles) et nonresident Senior Fellow au Peterson Institute (Washington).*